**REPUBLIQUE DU NIGER**

Fraternité-Travail-Progrès

**CABINET DU PREMIER MINISTRE**



**Plan de Gestion de la Sécurité (PGS) du PROGRAMME DE PLATEFORME INTEGREE POUR LA SECURITE DE L’EAU AU NIGER (PISEN) - P17441**

Avril 2022

# **Résumé**

Dans le cadre de l’amélioration des conditions de vie de ses populations, le Gouvernement du Niger a reçu un appui de la Banque mondiale en vue d’accroître la résilience du pays face à la variabilité climatique et jeter les bases d’un développement socio-économique durable à travers une approche systémique d'interventions dans le secteur de l'eau. Pour cela, il est envisagé la mise en œuvre du Projet de Plateforme Intégrée pour la Sécurité de l’eau au Niger – (PISEN) » en vue de remédier aux problèmes liés à la protection, à la gestion et à la connaissance des ressources en eau et des environnements naturels associés afin de contribuer à la gestion intégrée de l'eau et un accès durable à la ressource pour tous les Nigériens.

Pour rendre le financement éligible, la préparation du PISEN a tenu compte des procédures de la Banque mondiale en matière de sauvegarde notamment les NES N° 1 et NES N°4 qui exigent que les emprunteurs évaluent et gèrent les risques et impacts sociaux potentiels découlant des opérations financées par celle-ci, **y compris les menaces contre la sécurité humaine, les conflits intercommunautaires ou interétatiques, ainsi que la criminalité ou la violence générale**.

En ce sens, prenant en considération le climat actuel sécuritaire de la sous-région sahélienne où le Niger partage ses frontières à l’Est avec le Tchad, tout le long du Sud avec le Nigéria et à l’Ouest avec la zone des trois frontières (Mali, Burkina Faso ), le Niger a préparé une **Évaluation des Risques de Sécurité (ERS)** qui a identifié les risques et menaces par commune d’intervention.

A la suite de l’ERS, un **Plan de Gestion de la Sécurité (PGS), tout en mettant à jour l’ERS** est élaboré pour décrire les procédures claires, y compris celles d’urgence, les acteurs et les ressources requises sur le plan sécuritaire, pour assurer les activités du Projet. Le présent document est un résumé dudit PGS.

**1. Brève Présentation du projet**

* 1. **Objectifs du PISEN**

Les objectifs de développement du programme PISEN sont de renforcer la gestion des ressources en eau, de soutenir un accès accru aux services d'eau et d'améliorer la résilience des moyens de subsistance à la variabilité climatique dans certaines régions du Niger.

De façon spécifique, le programme vise à (i) améliorer la connaissance des ressources en eau et la capacité de gestion au moins dans la zone du programme ; (ii) mobiliser les ressources en eau et promouvoir leur utilisation durable dans divers secteurs, notamment pour la consommation, l'irrigation, l'élevage et la pisciculture ; (iii) restaurer certains paysages de bassins versants dans la zone du programme afin d'améliorer la résilience des moyens de subsistance agricoles et ruraux et de restaurer les fonctions des écosystèmes dans la conservation des terres et de l'eau ; (iv) améliorer les revenus des ménages et la sécurité alimentaire en développant la collecte des eaux de pluie, la gestion de l'humidité des sols, la petite irrigation en vue d’améliorer la productivité agricole et la pisciculture lorsque cela est possible ; et (v) améliorer l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement.

* 1. **Composantes et activités du programme**

Le projet est bâti autour de quatre composantes à savoir :

* **Composante 1 : Investissements intégrés pour la sécurité de l’eau**
* **Composante 2 : Expansion des services intégrés de l’eau**
* **Composante 3 : Gestion de programme et Renforcement de capacités**
* **Composante 4 : Composante d’interventions d’urgence**
	1. **Zone d’intervention du Projet**

Le projet a une couverture nationale. Toutefois, la sélection des zones d’intervention du PISEN est basée sur une considération des sous-bassins versants et prend en compte : (i) les caractéristiques des sous-bassins et (ii) le type d’activités d'investissement dans les sous-bassins sélectionnés.

Les principaux bénéficiaires du projet seront les populations de la zone cible du programme, et plus particulièrement les femmes et les jeunes.

* 1. **Dispositif institutionnel de mise en œuvre**

Le dispositif institutionnel de mise en œuvre du PISEN comprend :

* Un comité de pilotage présidé par le Directeur de Cabinet du premier Ministre, et composé des représentants des principaux acteurs directement concernés par le PISEN.
* Une Unité de Coordination et de gestion du programme (UGP) qui s'occupera de tous les aspects de la mise en œuvre du programme, y compris la gestion financière, la passation des marchés, la gestion des risques environnementaux et sociaux, le suivi et l'évaluation, ainsi que la coordination entre la partie Nigérienne et la Banque mondiale.
* Des équipes techniques et/ou des points focaux qui vont assurer une meilleure visibilité des ministères qu’ils représentent et leur plus grande implication dans la mise en œuvre du programme ;
* Des Antennes régionales de l’UGP (Agadez, Diffa, Dosso, Maradi, Tahoua, Tillabéry et Zinder) pour une meilleure proximité avec les bénéficiaires.

**2. Synthèse de l’Evaluation des Risques de Sécurité**

## **2.1 Contexte sous-régional**

Dans la région ouest-africaine sahélienne, la situation sécuritaire a été marquée par la création du Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) en 2011 très proche du Groupe d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI), basé à Ménaka au Nord du Mali, proche de la frontière du Niger. Le groupe mène ses premières attaques d’abord au Mali à Gao en 2013, et progressivement au Niger et au Burkina avec son évolution en 2017 en Groupe de Soutien à l’Islam et aux Musulmans (GSIM), très actif au niveau de la région des Trois Frontières (Niger-Mali-Burkina Faso).

Dans la région Est, l’apparition du Groupe terroriste Boko Haram en 2009 dans le Nord-Nigéria et la région du Lac Tchad, met le Niger dans une situation sécuritaire sans précédent, l’attaque simultanée des villes de Bosso et de Diffa, les 05 et 06 février 2015, ayant engendré le déplacement de plusieurs personnes vers les zones mieux sécurisées. L’économie régionale a été asphyxiée avec l’instauration de l’Etat d’urgence qui a limité les activités socio-économiques (pêche, agriculture, fermeture des marchés ruraux entre autres, interdiction de circuler à moto, du coup l’aide humanitaire est le seul moyen de résilience des populations.

En fin d’année 2021, la situation de relative accalmie est perceptible s’expliquant par l’affaiblissement de la secte Boko Haram du fait de lutte de leadership interne d’une part et la mort de son leader charismatique ABOUBAKAR SHEKAU et de la montée en puissance avec le changement de tactiques des FDS d’autre part.

Dans le Niger centre, notamment les régions de Maradi et de Zinder, la porosité des frontières a favorisé le développement de la criminalité transfrontalière du fait de l’insuffisance d’une présence permanente des Forces de sécurité le long du territoire et surtout l’appartenance des populations aux mêmes communautés ayant une histoire commune. On note néanmoins, la présence de l’opération dénommée « Farouata buchia » qui a fortement affaibli cette criminalité.

**2.2 Contexte national et local**

Au plan national, le contexte sécuritaire est donc défini par les deux principaux foyers terroristes situés l’un à l’Ouest du pays dans la zone des trois frontières et l’autre à l’extrême Est, dans la région du Lac Tchad.

Au niveau local, la situation sécuritaire dans la zone des trois frontières est marquée au quotidien par des attaques des groupes terroristes (surtout dans les deux autres pays frontaliers) et autres bandits avec plusieurs villages sous le joug de ces menaces.

Les populations civiles, terrorisées ne peuvent plus vaquer à leurs occupations traditionnelles comme la culture des champs en saison agricole, la fréquentation des marchés, la fréquentation des centres de santé, la fréquentation des écoles.

Entre le 21/02/2020 et le 28 janvier 2022, le nombre d’écoles fermées dans la région de Tillabéri est passé de 350 à 672 selon un bilan établi par le bureau OCHA (OCHA, 2022).

Pour mieux apprécier cette situation, l’évaluation actualisée de la situation des risques de sécurité classant le Niger en trois zones selon le niveau de risque a été effectuée au cours de la deuxième semaine du mois de mars 2022 dans la zone d’intervention du PISEN où les échanges avec les principaux acteurs ont permis de mettre à jour les principaux risques de sécurité identifiés qui sont :

* La recrudescence des attaques armées directes vers les FDS et les populations civiles ou indirectes à travers la pose d’engins explosifs improvisés ;
* Les enlèvements avec demande de rançon pouvant conduire à la mort ;
* Les déplacements des populations vers les zones les plus en sécurité ;
* L’accentuation de la pauvreté et l’insécurité alimentaire ;
* La fragilisation de la cohésion sociale accentuant le risque de conflits intercommunautaires.

Cette évaluation des risques de sécurité a été réalisée pour toutes les communes de la zone du projet avec une description des effets de cette insécurité sur le projet. Ces données sont résumées dans deux (02) tableaux avec des codes couleurs (rouge, jaune et vert) symbolisant le niveau de risque.

 **Très élevé** **Moyen Faible**

Ainsi pour les zones de niveau d’insécurité élevée (catégories C3), à savoir les régions de Diffa (Mainé-Soroa et Chétimari) et de Tillabéri (Gothèye, Dargol, Téra et Torodi), ces effets affectant les composantes 1, 2 et 4 du projet sont essentiellement:

- Attaques et destruction des biens et des personnes (bâtiments, travailleurs, véhicules) ou des chantiers (Entrepreneurs et autres prestataires) du projet;

- Enlèvement des travailleurs, des biens du PISEN ou prestataires

- Conditions de travail insupportables : menaces, stress, refus des entreprises d’aller travailler;

- Retards dans les travaux prévus dans la zone.

Alors que les effets pour le niveau de risque moyen (catégorie C2) concernent plusieurs départements ou communes d’Agadez, Diffa, Maradi et Tahoua ainsi que quelques départements ou communes des régions de **Dosso (**Doutchi, Matankari) et de Tillabéri (commune rurale de Namaro) et sont :

-Vandalisme des biens du projet ou des réalisations en cours et ;

-Vols des biens du projet ou des entreprises contractantes.

Enfin, les effets des risques faibles (catégorie 1) concernent le reste des départements et communes du pays et sont pratiquement des risques communs à tout projet à savoir :

-Risques de VBG du fait de l’afflux de la main d’œuvre employés ou de personnes à la recherche de diverses opportunités du projet ;

-Risques de mécontentement du fait de la forte sollicitation surtout en cas de contingence et ;

-Risque de difficultés de gestion du foncier

 **3. Gestion des risques de sécurité du Projet**

## **3.1 Objectifs du Plan de Gestion des Risques de sécurité**

Pour prendre en charge les questions sécuritaires dans la mise en œuvre du PISEN, la meilleure approche préconisée est la prévention, en vue de réduire les risques et écarter les facteurs probables ou en amoindrir les effets en cas de survenance. Ainsi, le Plan de Gestion des risques de Sécurité du PISEN vise les objectifs suivants :

* Déployer un dispositif fonctionnel en vue de réduire les risques et menaces sur les activités du projet dans les zones à risque élevé et risque moyen ;
* Mobiliser et optimiser l’ensemble des ressources du projet dès l’étape de la planification ;
* Faciliter la mise en œuvre des activités ;
* Accroître la responsabilisation des divers acteurs à l’égard des risques associés à leurs activités courantes.
* S’assurer de la conformité des actions réalisées aux lois, aux règlements et aux normes en vigueur ;
* Concentrer les énergies et les ressources sur les priorités ;
* Réduire les imprévus et
* Evaluer et mettre à jour, l’information sur les menaces et l’efficacité des mesures prises ou adoptées.

## **3.2 Rôle de l’Unité de Gestion du Projet (UGP)**

* La démarche de gestion des risques repose sur un engagement clair et établi au sein de l’Unité de Gestion de Projet (UGP) qui doit relever du Coordonnateur National. Elle doit compter sur un leadership fort permettant d’encadrer adéquatement la réalisation de ses différentes étapes. Cette démarche devrait également être soutenue par un engagement formel et des mécanismes de mise en œuvre notamment le manuel d’exécution du PISEN. L’UGP disposera d’un Assistant technique en Sécurité (ATS) et veillera au renforcement des capacités du personnel en matière de gestion des risques sécuritaires, en vue de l’appropriation d’une culture de la sécurité. Elle assurera également l’identification, l’allocation et la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre de la démarche, y compris les aspects liés à la formation;

## **3.3 Destinataires**

Le Plan de Gestion des risques de Sécurité s’adresse principalement au personnel national et international qui sera impliqué dans la mise en œuvre du PISEN.

De ce fait, **le personnel de l’UGP** **a l’obligation de suivre les règles** sécuritaires du présent plan et s’en tenir strictement aux consignes et actualisations.

**Les partenaires** quant à eux à savoir **les bailleurs de fonds, les consultants, les prestataires de services** seront fortement recommandés de suivre les instructions et orientations du présent PGS. Chaque entité aura à respecter les consignes conformément au document juridique qui clarifiera le rôle de l’UGP et de l’entité en question. Ainsi la responsabilité juridique de l’UGP en matière de sécurité est clarifiée.

Pour la première année de mise en œuvre, les principaux éléments du PGS seront présentés à chaque nouvelle rencontre.

**4. Environnement institutionnel de Gestion des Risques**

## **4.1 Cadre national de gestion de sécurité**

Ce cadre comprend principalement:

* Conseil National de Sécurité,

## Stratégie de la SDS-Sahel

## Forces de sécurité publique dont (i) Forces Armées Nigériennes (FAN), (ii) Police Nationale (PN), (iii) Gendarmerie Nationale (GN), (iv) Garde Nationale du Niger (GNN) et (v) Groupement National des Sapeurs-Pompiers et compagnies de sapeurs-pompiers

* Les services de sécurité privée notamment de gardiennage et de protection

## **4.2** **Cadre sous-régional**

La situation du cadre de coopération sous-régional et international en matière de sécurité au Niger se présente comme suit :

* G5 Sahel formé par les cinq pays (Mali, Mauritanie, Tchad, Burkina Faso et Niger) en vue de lutter contre le terrorisme mais qui n’a pas encore eu le financement requis.
* Mission EUCAP Sahel Niger financée par l’Union Européenne et composée d’experts provenant de plusieurs pays de l’Union européenne en vue de promouvoir la notion de « Capacity building » pour permettre le renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité nigériennes dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée.
* Opération Barkhane, conduite par la France au Mali et plus tard dans les autres pays du Sahel depuis 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne. **Après plusieurs tentatives de réorganisation, elle est en cours d’achèvement et de redéploiement vers le Niger et les pays du golfe de Guinée qui enregistrent leurs premiers incidents terroristes**.
* Force Takuba, initiée également au Mali par la France mais devant regrouper une dizaine de pays européens en vue d’aider à mieux former les soldats de la sous-région.
* Coopération russe avec l’armée malienne. Cette coopération d’installation assez récente (2022) est en cours de déploiement dans les zones centre et nord du mali.
* Plusieurs coopérations bilatérales notamment italienne, allemande, canadienne, Danoise, appuient le Groupe Danois de Déminage.

# **5. Procédures à appliquer comme mesures sécuritaires**

Les procédures générales de sécurité à appliquer dans le cadre du PISEN portent sur la Prévention et la Protection et s’articulent autour des actions suivantes :

* Les mesures de prévention et directives générales dont :
	+ une Veille sécuritaire,
	+ des actions de Sensibilisation, Formation et renforcement des capacités.
* Mesures et moyens de Protection comprenant :
	+ un dispositif de protection des ressources humaines et matérielles du PISEN en réduisant leur vulnérabilité au risque potentiel d’attaque et d’enlèvement ;
	+ des mesures de protection des locaux (siège national, antennes régionales…) et ;
	+ des mesures de protection des déplacements (fixation des heures de déplacement en fonction de niveau sécurité de la zone) et ;
	+ des mesures de protection des sites d’intervention (élaboration d’une cartographie des risques et intégration de consignes de sécurité dans le contrat/convention des Entreprises et autres prestataires en fonction du niveau de risque).

En plus des mesures générales de sécurité, présentées ci-dessus, le PGS décrit également des mesures de sécurité spécifiques à certaines situations notamment :

* mesures pour la Gestion de la Communication et,
* mesures en cas de situation d’urgence médicale

# **6. Principales Orientations de Mise en œuvre des Mesures**

**6.1 Orientations de mise en** œuvre

La mise en œuvre des différentes mesures sécuritaires identifiées sur le plan général et spécifique pour le « déroulement normal » des activités du PISEN dans un contexte de tension sécuritaire quasi-permanent dans les régions de Tillabéri et Diffa, requiert un cadre d’orientation fonctionnel et proactif à la hauteur de la menace.

Le projet disposera également de moyens de communications adaptés y compris un annuaire téléphonique du personnel clé du projet ainsi que des autorités administratives (régionales, départementales et communales) des zones d’intervention du projet.

Les orientations de mise en œuvre des mesures de sécurité dans la zone du projet sont décrites dans trois (03) tableaux en raison d’un tableau par niveau de risque.

Ainsi, pour le niveau de risque élevé, les principales orientations sont relatives à :

* **Dispositions de mise en œuvre et de supervision :**
* A évaluer des possibilités d'**exécution par des tiers**: ONG locales, internationales, ou agences ONU qui peuvent faciliter l'accès là où le personnel lié au gouvernement ne peut pas aller.
* Dépendance aux arrangements avec les organisations communautaires formelles et semi-formelles pour fournir une assistance.
* TPM GEMS
* **Gestion et atténuation des risques (y compris les instruments CES) :**
* **Suspension partielle / temporaire du projet**pour retrait à court terme avec ouverture à se réengager lorsque les conditions seront améliorées ou le cas échéant à proposer d’autres sites pour l’implantation du projet
* Accord sur les **critères de réengagement**(décisions au niveau de la partie nigérienne et informer la partie Banque mondiale).
* Mise en place du comité de gestion de crise avec le gouvernement (décisions au niveau des directeurs).

## **6.2 Processus de revue**

Pour la gestion des questions sécuritaires du Projet PISEN, l’existence de zones à risque élevé dans les régions de Diffa et Tillabéri implique un processus de revue continue pour son amélioration. En ce sens, ce processus consistera à faire une mise à jour selon une fréquence rapprochée de la base de données des indicateurs sécuritaires.

**6.3 Supervision et suivi des activités**

La mise en œuvre des activités du Projet PISEN étant dans un contexte particulier, la question de supervision et de suivi des activités va tenir compte des réalités des trois (3) niveaux de risques sécuritaires. Selon le niveau de sécurité, la surveillance sera à distance, ou sous escorte militaire ou sur le terrain avec des prestataires locaux.

**CONCLUSION**

Sur la base de l’Evaluation des Risques Sécuritaires (ERS) mise à jour pour tenir compte de l’évolution très rapide de la sécurité, il a été élaboré un Plan de Gestion de la Sécurité (PGS) dont le présent document constitue un résumé. Le PGS donne les orientations et consignes particulières en matière de sécurité dans la mise en œuvre des activités du PISEN.

C’est un document adressé aux gestionnaires directs à savoir l’UGP sous tutelle du Cabinet du premier Ministre, le Ministère du Plan, les ministères sectoriels (Hydraulique et Assainissement, Agriculture, Elevage, Environnement et Lutte Contre la Désertification), les partenaires régionaux (Gouverneurs et Maires), ainsi que les Entreprises et leurs sous-traitants ou autres prestataires en vue de permettre l’atteinte des objectifs dans un contexte prenant en charge le risque sécuritaire. Il est flexible dans le sens de réaliser les activités selon le niveau de risques sécuritaires et donne des orientations pour implémenter le Projet.

Compte tenu du caractère volatile de la question sécuritaire, l’Assistant Technique qui sera recruté au sein de l’UGP, veillera à sa mise en œuvre et notamment la mise à jour des données de sécurité pouvant orienter la prise de décision pour la conduite ou non de certaines activités.